Bulletin Semestriel d'Information n° 92

53 ème année — 1er Semestre 2025

Section du Gard

Sommaire:

Assemblée Générale 2025 à Milhaud

Commémoration de Điện Biên Phủ à Garons

Mot du président UNP 30

Editorial du président UNP du Gard

Mise à l'honneur

Nos peines

Naissance

Mariage

« La grande muette étouffée » par Cyril de Lattre

Réflexion intrinsèque par Jean-Marc Séquier

Activité marche-cohésion à Collias du 28 juin 2025



Assemblée Générale à Milhaud.

Le 1er février 2025 s'est tenue à Milhaud notre Assemblée Générale Ordinaire, en présence du Délégué Régional Occitanie, Monsieur Jean-Claude TAUVEL.
Celle-ci s'est bien passée, malgré l'absence de réponse du maire au courrier du président, et la non-présence d'élus de la commune lors de la cérémonie au monument aux morts et du dépôt de gerbes.
Seule présence politique, celle du député RN de la 1ère circonscription du Gard, Monsieur Yohann GILLET.

Ce désintéressement des élus et des politiques qui ne daignent pas assister à nos manifestations ; plus particulièrement lorsqu'elles se passent dans leur ville, est surprenant ! J'avoue que ce renoncement des élus est incompréhensible, tant pour moi que pour les membres du bureau et pour les adhérents présents.
Cela démontre la nette détérioration des valeurs républicaines, morales, patriotiques et institutionnelles ! Ce comportement n'est-il pas à l'image de notre société égoïste ?

Il en est de même pour le commandement des trois régiments qui stationnent dans le Gard et de la 6ème Brigade Légère Blindée, qui la plupart du temps ne répondent pas, à nos invitations, alors qu'ils apprécient que les associations d'anciens combattants et leurs drapeaux soient présents à leurs côtés, aux manifestations et fêtes régimentaires ?

Lors de cette Assemblée Générale, seuls trente membres de l'Union Nationale des Parachutistes « section capitaine GIRAUD » étaient présents et dix-neuf étaient représentés via leur « pouvoir », soit moins de la moitié de notre effectif intéressé par cet évènement ?
Pourquoi si peu d'engouement à venir retrouver ses camarades et partager un bon moment de convivialité, d'autant qu'il n'y a que trois grands rendez-vous dans l'année, qu'il serait bon d'honorer : l'Assemblée Générale, Dien Bien Phu à Garons et la Saint-Michel ?

Au cours de notre assemblée, le 1er tiers du bureau a été renouvelé avec l'entrée au bureau section, de Monsieur Emmanuel MARECHAL, en lieu et place de Monsieur Renald JOUAN. Charles PICOLO est devenu le premier vice-président en remplacement de Philippe ALLUE.

Il a été rappelé que le drapeau de la section a effectué 63 sorties en 2024 (à toutes les cérémonies Patriotiques dans le Gard, et hors département) : Orléans, Béziers, Saint-Clément de Rivière (34), et à des obsèques.
Il a été servi par Michel NAETS titulaire, ses suppléants : Charles PICOLO, David PAULIAT et ponctuellement par des adhérents : Antoine GIL, Éric LEGRIS, Denis MONFORT, Jean-Marc SEQUIER, Emmanuel MARECHAL et Vincent PINERA.

Comme l'a demandé le Président National, en 2025 nous serons présents à moins de manifestations patriotiques ; pas à cause du désintérêt des élus et militaires d'active ; (nous ne sommes pas là pour nous venger de leur désintéressement), mais afin de mieux choisir les commémorations auxquelles nous assisterons et en privilégiant celles où nous serons en contact avec la jeunesse, qu'il s'agisse de classes de défense ou de baptêmes de promotions de jeunes militaires de type CFIM.

Lors de l'année 2024, les dons récoltés ainsi que l'engagement de la caisse section auront permis l'achat de deux nouveaux drapeaux, la réfection d'un troisième, ainsi que l'achat d'un nouvel ordinateur.

Merci à Philippe ALLUE de s'être impliqué personnellement auprès de la mairie, grâce à sa connaissance des élus, des arcanes de la ville de Milhaud, réussissant à récupérer deux salles, et faisant les réservations au restaurant « Le Flemming » où nous avons partagé un bon repas en toute convivialité, permettant le succès de notre Assemblée Générale.

Jean-François SCHAUT
Président UNP du Gard

Siège national : 76, rue Marc Sangnier 94700 Maisons Alford Tel : 01.40.56.06.67. Fax : 01.40.56.08.75.
Courriel: admisnistration@union-nat-parachutiste.org

Điện Biên Phủ à Garons

Samedi 10 mai 2025 (en lieu et place du 7 mai) s'est tenue à Garons, devant le monument dédié aux combattants Hmong, la commémoration du soixante-et-onzième anniversaire de la chute de Điện Biên Phủ.

Le choix du samedi 10 mai 2025 avait été fait en concertation avec les deux associations Hmong : Hmong Archive et tradition et Hmong du Sud, afin que le maximum de personnes puisse venir et assister à la cérémonie, en fixant la date au week-end.

Madame Josiane GAUDE, adjointe au maire de Garons et Monsieur Jean-Max MARCOUREL représentaient Monsieur Yves RODRIGUEZ, soumis à d'autres obligations, Monsieur Pascal COGET directeur de ONAC-VG du Gard, Madame la CRP NICOLLE, représentante du général SEILER commandant la 6° BLB et Délégué Militaire Départemental, Monsieur le capitaine de BIASI représentant le chef de corps du 4° RMAT, Monsieur le représentant du commandant du Groupement de Gendarmerie du Gard, étaient présents, ainsi que de nombreuses associations patriotiques.

En effet, pas moins de dix-huit drapeaux étaient présents, dont celui de notre section, porté par le premier vice-président, Charles PICOLO.

Dès 10 :30, Michel NAETS au micro et chargé de la sonorisation, officiait et donnait le top départ de cette soixante-et-onzième commémoration en rappelant le sacrifice des plus belles unités françaises, plus particulièrement les unités parachutistes qui y ont forgé leur légende. Puis deux membres de l'UNP 30, Messieurs Philippe ROUCAIROL et Wilfrid RIBOT recevaient la Croix du Combattant des mains de deux officiers d'active. M. RIBOT se voyait également remettre la médaille de Reconnaissance de la Nation.

Monsieur Vang YANG, président de l'association Hmong Archive et tradition faisait un discours, puis à son tour le président de section s'essayait à l'exercice, avant que trois gerbes ne soient déposées devant le monument dédié aux combattants Hmong.

Une des gerbes déposées, le fut par la municipalité de Garons avec Monsieur Francis LEJEUNE, conseiller municipal en charge des anciens combattants et victimes de guerre de ce village, secrétaire au bureau de l'UNP du Gard. Les deux autres par l'association Hmong et la troisième, par l'ancien président et deuxième président honoraire, Jean-Michel MAURAT, le président UNP 34, Jacky HUILLET et Jean-François SCHAUT.

Cette année et pour la première fois, les sonneries y compris « *aux morts* » ont été jouées au clairon par Laurent KOENIG, ce qui a de *facto* donné un ton plus martial à la cérémonie.

S'en suivit une vibrante Marseillaise reprise par tous les membres présents à cette cérémonie.
Puis un hommage avec le drapeau de notre section, fut rendu au colonel Shuya YANG, dont le mémorial se trouve au cimetière de Garons, avant que le même hommage soit rendu à l'ancien maire du village, Monsieur Alain DALMAS décédé peu avant notre Assemblée Générale Ordinaire et qui nous a toujours fort bien accueilli dans sa commune, durant ses nombreux mandats.

Nous nous dirigeâmes vers « Le Lavoir » où se tenait sous un barnum, l'apéritif offert par la ville de Garons et fortement amélioré par les soins du bureau de l'Union Nationale des Parachutistes du Gard, où après les remises de cadeaux, nous primes un apéritif conséquent.
Il est dommage que certains se soient jetés sur les boissons et la nourriture alors que le « *top* » n'avait pas été donné et que les cadeaux offerts par l'association Hmong « Archive et tradition » étaient en train d'être remis.

J'en profite pour remercier Christiane LEJEUNE, épouse de notre secrétaire, pour son aide dans l'installation et son implication personnelle dans le bon déroulement de l'apéritif et du repas qui a suivi. Christiane est une ancienne parachutiste militaire, réparatrice et maintenancière de parachutes qui vient de rejoindre la section.

Un excellent couscous préparé par la Brasserie de Garons, permit à cinquante-trois personnes dont quarante-six membres de la section de se sustenter dans une ambiance fraternelle et conviviale, au rythme des chants paras jusqu'à une heure avancée de l'après-midi.

Editorial du président

Vers un nouveau Yalta et un changement possible des zones d'influences ?

Les déclarations aléatoires du président Trump reprenant les droits des États-Unis sur le canal de Panama et envisageant l'annexion du Groenland suscitent des réflexions profondes sur l'équilibre géopolitique mondial. Ces idées, bien qu'extrêmes, ouvrent la porte à des scénarios rappelant les négociations de Yalta, où les grandes puissances redessinèrent les frontières et les zones d'influence mondiales.

Historiquement, le canal de Panama a été un point stratégique crucial pour le commerce mondial et la projection de puissance militaire. Les États-Unis ont supervisé sa construction au début du XXe siècle et ont exercé un contrôle direct jusqu'à la fin du siècle. Le traité Torrijos-Carter, signé en 1977, a transféré la gestion du canal au Panama en 1999.

Reprendre le contrôle du canal pourrait être perçu comme un retour à une politique interventionniste, cherchant à renforcer l'influence américaine en Amérique latine. Cela pourrait également provoquer des tensions avec les pays de la région et au-delà, qui pourraient voir cela comme une atteinte à la souveraineté panaméenne.

Quant à l'idée d'annexer le Groenland, elle n'est pas nouvelle. En 2019, des rapports ont révélé que Trump avait exprimé un intérêt pour l'achat du Groenland, un territoire autonome sous souveraineté danoise.

Le Groenland est riche en ressources naturelles et occupe une position géostratégique importante dans l'Arctique. Cependant, l'annexion d'un territoire sans le consentement de son gouvernement et de sa population pourrait être considérée comme une violation flagrante du droit international, suscitant des condamnations mondiales.

Ces mouvements hypothétiques pourraient inciter d'autres puissances à agir de manière similaire. La Chine, par exemple, pourrait voir cela comme une opportunité pour renforcer ses revendications sur Taïwan et d'autres territoires en mer de Chine méridionale.

La Chine qui considère Taïwan comme une province rebelle a intensifié ses pressions militaires et diplomatiques pour l'incorporer sous sa souveraineté. Une telle action pourrait déstabiliser davantage la région Asie-Pacifique et entraîner des conflits armés.

En parallèle, la Russie pourrait être encouragée à poursuivre ses objectifs territoriaux en Ukraine. Depuis l'annexion de la Crimée en 2014, la Russie a soutenu des mouvements séparatistes dans l'est de l'Ukraine, conduisant à un conflit prolongé. Si les États-Unis et la Chine redessinaient les frontières ailleurs, la Russie pourrait intensifier ses efforts pour récupérer les territoires russophones et consolider son emprise sur les régions déjà conquises.

Ces scénarios rappellent les accords de Yalta de 1945, où les dirigeants des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union soviétique ont décidé du sort de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale.

Un nouveau "Yalta" pourrait suggérer une redistribution des zones d'influence mondiale, mais dans un contexte où les règles du droit international et les institutions multilatérales sont plus développées.

Toutefois, ces idées restent hautement spéculatives et soulèvent des questions sur la viabilité et les conséquences de telles actions. Les implications économiques, politiques et militaires seraient immenses, et la réaction de la communauté internationale serait probablement faite de résistance et de condamnation.

Dans un monde de plus en plus interconnecté, la coopération multilatérale et le respect du droit international restent essentiels pour maintenir la paix et la stabilité.

Mot du Président

Chères adhérentes,
Chers adhérents,
Chers amis paras,

Dans quelques jours, nous serons sur les routes des vacances, et serons moins présents sur les réseaux sociaux, et plus particulièrement sur notre page Facebook, où sont reportées, quasiment en temps réel, nos participations et représentations aux différentes manifestations, qu'elles soient du niveau National ou sur le département du Gard, voire au-delà dans les départements limitrophes.

Notre Assemblée Générale qui s'est déroulée le 1er février 2025 à Milhaud, a montré la cohésion dont les parachutistes savent faire preuve en toute occasion ; et ce, malgré la défection des élus, qui non seulement n'ont pas daigné assister à la cérémonie au monument aux morts du village, mais mieux encore, n'ont même pas souhaité répondre au courrier envoyé ! Cette soudaine déficience des politiques, des élus et des militaires à l'encontre des associations d'anciens combattants a été constatée par plusieurs associations amies, et prises en compte par le siège UNP ainsi que par l'ONacVG du département.

Les 2 et 3 avril 2025 s'est tenu le Forum de l'Union Nationale des Parachutistes en même temps que deux autres colloques ; celui de la Fédération Nationale des Associations Parachutistes (FNAP) et de la Fédération Nationale d'Entraide Parachutiste (FNEP) à Toulouse au 14° RISLP (Régiment d'Infanterie de Soutien et de Logistique Parachutiste) et au 1er RTP (Régiment du Train Parachutiste - ancienne BOMAP) le forum des associations parachutistes, où quatre membres du bureau UNP Gard, représentaient la section. Au cours de ce Forum, les statuts ont été changés avec notamment l'augmentation de l'âge limite autorisé pour le président, mais également une étude sous la forme d'une projection de notre association dans les dix ans à venir.
Il en est ressorti, que nos associations vieillissent et que le recrutement est difficile, d'autant qu'il n'y a plus de conscription et peu de jeunes sont intéressés à rejoindre nos associations.

A nous de retrousser nos manches et grâce au bouche à oreilles, chacun à son niveau, il convient de faire de la publicité afin que les jeunes rejoignent nos rangs et maintiennent l'effectif de la section. Au niveau de l'effectif, malgré des départs pour raisons personnelles, les adhésions ont comblé ceux-ci, et nous restons dans une fourchette de plus ou moins 114 membres. Cependant, ne nous reposons pas sur nos lauriers, le recrutement est l'affaire de chacun afin que vive notre belle section et perdurent les valeurs défendues par notre association.

Comme je le soulignais sur le précédent bulletin, la période que nous vivons est plus incertaine que l'étaient les périodes précédentes, l'insécurité n'a pas diminué, de même l'antisémitisme et le racisme, attisés par les annonces inconsidérées d'un parti politique d'extrême-gauche incontrôlé et de son mentor, *Che Guevara* d'opérette, qui contribue grandement au pourrissement de notre société.
La guerre en Ukraine que le président Trump devait arrêter en vingt-quatre heures dès sa prise de pouvoir, va nécessiter beaucoup plus de temps, et se réglera sans l'Europe qui a montré une fois de plus son incapacité à parler d'une seule voix.
Il convient tout de même de reconnaitre la détermination du président américain à tourner la page de ce conflit et de sortir les Etats-Unis du bourbier dans lequel son prédécesseur l'a mis.

Le conflit israélo-palestinien est toujours d'actualité, entre pourparlers visant à la libération des otages retenus depuis le 7 octobre 2024, dans une guerre en perpétuelle escalade, à l'origine d'un embrasement régional avec l'Iran qui soutient et arme les Houthis et le Hezbollah libanais; et qui depuis le 13 juin 2025, subit l'ire israélienne, avec le bombardement de ses sites nucléaires, d'enrichissement d'uranium, de lancement de missiles et l'élimination de certains des plus hauts responsables des gardiens de la révolution par le Mossad, implanté dans la région depuis longtemps et qui sort opportunément de l'ombre, mettant en application des scénarios bien rôdés. Le 22 juin 2025, l'attaque américaine contre trois sites nucléaires iraniens a encore fait monter le niveau de tension dans la région et esseulé un peu plus Téhéran sur la scène internationale, d'autant que les Etats-Unis ont menacé l'Iran de nouveaux bombardements, si « *la paix ne vient pas rapidement* ».
Comme il se doit, la communauté internationale appelle désormais toutes les parties à la désescalade, en privilégiant la voie diplomatique.

Mise à l'honneur

Le 30 avril 2025, le 2ème Régiment Etranger d'Infanterie de Nîmes, a célébré cette fête si importante dans la geste Légionnaire, dans les magnifiques Arènes de Nîmes. Au cours de cette cérémonie, l'un des nôtres a été mis à l'honneur et s'est vu décerner la Médaille Militaire. Il s'agit du caporal-chef (er) Christophe TIXIER, ancien du CPIS et titulaire de la TOE avec une citation, de la Valeur Militaire avec deux citations et de la médaille des blessés ; pour une blessure reçue en Nouvelle-Calédonie, lors de l'assaut sur la grotte de Gossanah, destiné à libérer les gendarmes otages des kanaks, et à réduire voire à neutraliser ce groupe indépendantiste.



Sur le Midi-Libre du 31 mai 2025, un article rend hommage au major (er) Denis Monfort, membre de l'Union Nationale des Parachutistes du Gard et Chancelier de l'Union Nationale des Parachutistes. Poste dans lequel il a été reconduit pour trois ans, à l'issue d'un vote des présidents de sections, lors du forum des parachutistes qui s'est tenu à Toulouse les 2 et 3 avril 2025.

Beauvoisin

Le Major Montfort, chancelier des parachutistes

À bientôt 70 ans, Denis Montfort se distingue par sa stature et son charisme.
Beauvoisinois depuis 2016, il a décidé de s'installer en Petite Camargue après avoir été en poste à Nîmes, au terme d'une carrière de trente-sept années dans le corps des parachutistes.
Chancelier national et membre du bureau national de l'Union nationale des parachutistes (UNP), le Major ne compte ni son temps, ni sa peine pour gérer les quelque 7 600 adhérents de l'association, répartis sur le territoire métropolitain, en outremer et à l'étranger.
À ce titre, il se déplace régulièrement partout en France et notamment dans le Gard, pour représenter son Corps dans différentes manifestations patriotiques. Il assistera, avec la section de l'Union nationale des



Le Major Denis Montfort.

parachutistes du Gard, à la cérémonie d'hommage aux morts pour la France en Indochine, à Garons. Cette cérémonie, présidée par le préfet du Gard Jérôme Bonet, aura lieu, **dimanche 8 juin,** à 9 h 30, au 1, impasse Claude-Fontanier, devant la stèle en hommage aux combattants Hmong.
La carrière de Denis Montfort a commencé le 1er août 1975, quand il a souscrit un engagement volontaire au titre du 3e Régiment de parachutistes d'infanterie de Marine (3e RPIMa), à Carcassonne. Il y servira pendant près de onze années en compagnie de combat.
En Métropole et en Outre-mer, il servira successivement à La Réunion, à Carcassonne, à l'état-major des forces armées à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), à Castres, en Martinique, à Fréjus, à Djibouti, au ministère des Affaires étrangères, à Paris (Direction de la coopération militaire), à l'ambassade de France en République de Guinée (Conakry), comme assistant de l'attaché de défense et enfin à l'état-major de la 6e Brigade légère blindée (BLB) à Nîmes.
Au cours de sa carrière, il gravira tous les grades de sous-officier jusqu'à celui de Major.
Expert en chancellerie, il n'a de cesse, aujourd'hui encore, d'apporter ses connaissances et son expérience à son association patriotique, reconnue d'utilité publique, l'UNP (Union nationale des parachutistes).
Marié et père de deux enfants, tous deux sous l'uniforme, Denis Monfort est chevalier dans l'ordre national du Mérite. Il est également titulaire de la médaille militaire, de la Croix du combattant, de la médaille d'or de la Défense nationale, de la médaille Outre-Mer et de la médaille de Reconnaissance de la Nation.

► Correspondant Midi Libre : 06 08 73 11 97

Mise à l'honneur



Lors de notre Assemblée Générale qui s'est déroulée le 1er février 2025 à Milhaud, Michel NAETS, le deuxième vice-président de notre association s'est vu remettre la Médaille en bronze de la Jeunesse et des Sports et de l'Engagement Associatif, en récompense de ses années de service comme porte-drapeau, et de sa disponibilité afin d'être présent à grand nombre de manifestations.



Patrick BOIVIN (à droite sur la photo) se voyait remettre la médaille d'argent de l'Union Nationale des Parachutistes, par Jean-Marc SEQUIER.



Olivier PRAT et Emmanuel Maréchal recevaient le diplôme d'honneur de l'Union Nationale des Parachutistes pour avoir effectué la réhabilitation de la tombe du général SIMONIN au cimetière d'Aubais.

Nos peines



Notre ami Norbert BORE nous a quittés le 13 décembre 2024, à l'âge de 87 ans. Il fut pendant plusieurs années, le président de l'UNP 08 - Ardennes, avant de partir dans le Sud avec son épouse, pour s'établir à Anduze.

Ancien du GCP puis du 6ème RPC devenu 6ème RPIMa en Algérie, il participa en 1959 sous les ordres du Colonel Ducasse au bouclage de l'opération contre Amirouche.

Ses obsèques se sont tenues le mardi 17 décembre à 14:30 au cimetière d'Anduze dans le Gard (30), avec une forte présence de l'UNP 30 et des membres de l'Amicale du 6ème RPIMa.

Paix à son âme et que Saint-Michel, notre saint patron l'accueille auprès de lui.



Jean-Marie ROGEL s'est éteint le 30 mars au matin. Ses obsèques se sont déroulées à Trèbes (11), le 4 avril 2025, là où il s'était retiré, il y a quelques années.

Ancien d'Algérie, il avait servi durant deux années au 6ème RPIMa, avant d'entamer une brillante carrière d'ingénieur.

Merci à Serge TOCCHETTO et aux quinze membres de l'UNP 11 - Aude qui spontanément, se sont proposés pour accompagner Jean-Marie jusqu'à sa dernière demeure. Jean-Michel MAURAT, Charles PICOLO (porte-drapeaux) et leurs compagnes, ainsi que Jean-Marc SEQUIER représentaient l'UNP du Gard, où malgré son déménagement, Jean-Marie était resté fidèle et comptait bon nombre d'amis.



Le 7 juin 2025, François CALAFAT effectuait son dernier saut !

Ancien combattant d'Algérie, il avait servi au 14ème RCP de septembre 1956 à septembre 1958. Avant d'entamer une carrière de plus de trente ans en gendarmerie, terminée avec le grade d'adjudant-chef.

Il était médaillé militaire et titulaire de la Croix de la Valeur Militaire à l'ordre de la brigade, de la Croix du Combattant, de la Médaille de Reconnaissance de la Nation et de la médaille de maintien de l'ordre en Algérie .

Ses obsèques se sont déroulées le lundi 16 juin 2025 en l'église de Saint-Hippolyte du Fort, en présence d'une délégation de neuf membres de l'UNP 300 et de son drapeau. Parmi les adhérents présents, Monsieur André MAYER, doyen de notre section et rescapé de Dien Bien Phu, accompagné de son épouse Blandine, avait tenu à dire « un *au revoir* » à celui avec qui il pratiquait la randonnée dans les Cévennes, il y a maintenant un certain nombre d'années.

Nos peines



Agé de 88 ans, le 28 juin 2025 à 23:45, notre ami Kamel SIDHOUM effectuait son dernier saut !

Il était entré à l'hôpital après une chute dans son appartement, où les pompiers étaient venus le relever après plusieurs jours à terre en pleine canicule.

Kamel était un beau soldat, un de ces « Bigeard Boys » en Algérie, où il avait été cité à deux reprises, dont une Valeur Militaire à l'ordre de la division.

Titulaire de la Médaille Militaire, il était membre de la SNEMM 6ème section du Gard, de l'UNP 30 et de l'AATDM.

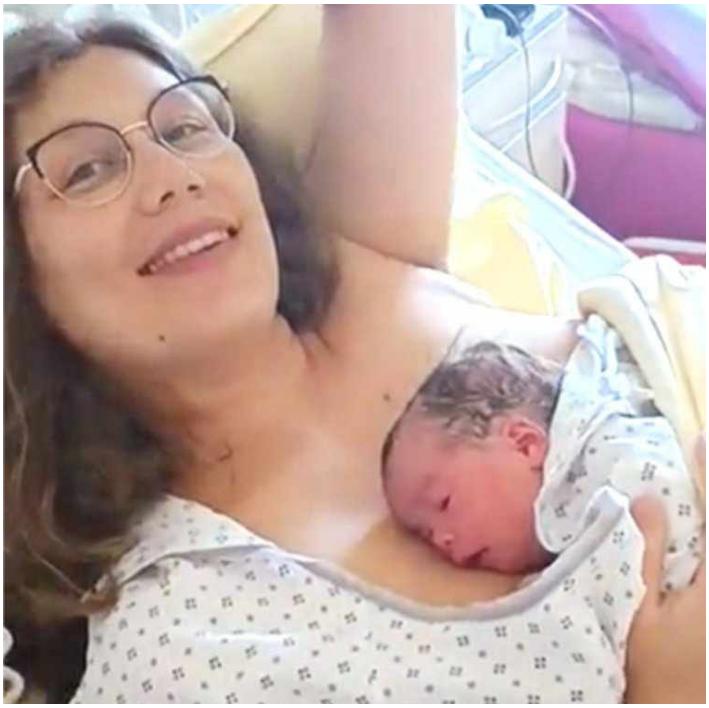
Repose en paix Kamel, tu as rejoint le général que tu aimais tant.

Dès que nous connaitrons la date de ses obsèques, l'UNP 30 se rendra en masse pour lui dire A Dieu.

Naissance

Il est plutôt rare que nous ayons des naissances à la section ; nous sommes malheureusement plutôt habitués à la rubrique nécrologique, en raison de l'âge de nos adhérents. Cependant, le 28 mai 2015 à 20:03, la fille de Michel NAETS accouchait d'une petite fille, prénommée Léonore qui faisait de lui un grand-père, pour la troisième fois.

Félicitations aux parents, grands-parents et à la famille qui se réjouissent de cette naissance.



Mariage

Michael VICENTE-ORTUNO nous fait part de son mariage qui aura lieu le 5 juillet 2025 sur la commune d'Alès : en mairie à partir de 15h:00 suivi d'une cérémonie laïque au Chateau de Mons à 17:00. L'UNP 30 sera représentée par Vincent PINERA et Laurent CHAMPETIER.

Publication intéressante

La grande muette étouffée : le ministère des armées en faillite…
Par Cyrille de LATTRE—8 juin 2025—Source Telegra.ph et www.place-armes.fr

Dans le théâtre d'ombres où se joue la puissance hexagonale, un acte tragico-burlesque se déroule en coulisses, loin des fanfares présidentielles annonçant une ère nouvelle. La défense française, ce colosse aux pieds d'argile financiers, titube sous le poids d'une réalité implacable : elle mène sa guerre à crédit, sur la foi de promesses aussi creuses que les caisses de l'État. Le constat, rapporté sans fard par BFMTV ce 6 juin, jour anniversaire d'un débarquement qui exigea jadis des moyens tangibles, est un camouflet cinglant pour ceux qui brandissent l'étendard du réarmement sans en posséder le premier sou. Oui, le ministère des Armées, ce fer de lance supposé du « redressement stratégique » dans un monde en convulsions, frôle bel et bien la cessation de paiement, englué dans une dette abyssale de 8 milliards d'euros pour de simples équipements militaires – somme astronomique qu'il lui faudra pourtant éponger d'ici la fin 2025. Une entreprise privée affichant un tel passif d'impayés se verrait déjà sous la coupe d'un tribunal de commerce, un administrateur judiciaire aux trousses, menacée de ce plan de continuation qui sonne comme un prélude à l'agonie.

Mais l'État, dont les poches percées rappellent le tonneau des Danaïdes, bénéficie d'une impunité grotesque : la caravane passe, silencieuse et indifférente, tandis que les industriels de la défense, ces Airbus et Thalès dont on vante les mérites aux salons internationaux, étouffent. Leurs inquiétudes, nous dit-on, « se multiplient » face à cette économie militaire fonctionnant « à crédit », un artifice comptable qui ne saurait masquer la déliquescence. Guillaume Faury, président d'Airbus et du Gifas, résume cette amère déconvenue : « Les engagements sont là mais depuis le début de l'année les commandes militaires n'arrivent pas. » Aveu accablant d'une parole d'État réduite à du vent.

Comment en est-on arrivé à cette mascarade, alors même que le président « Jupiter » Emmanuel Macron claironne avec une solennité déplacée notre entrée en « économie de guerre » ? Lui qui enjoignait les industriels à « produire plus vite, livrer plus vite, penser autrement » ? Lui qui promettait, la main sur le cœur et le regard tourné vers l'Est, un budget défense porté à 3,5 % du PIB, contre les 2 % actuels, une ambition relayée avec zèle par son ministre des Armées, Sébastien Lecornu ? Ce dernier, infatigable, annonçait encore récemment viser un budget de « 90 à 100 milliards d'euros », quasi doublement des 50 milliards actuels – sur le papier, toujours sur le papier. On se souvient des admonestations, des « coups de gueule » lancés aux industriels accusés de ne pas « jouer le jeu », et de M. Lecornu allant « secouer physiquement deux trois sur le terrain, dans leurs usines… ».

Le spectacle était savoureux. Mais derrière ce rideau de fumée, la réalité, elle, est brutale, impitoyable. À mi-parcours de 2025, en ce 6 juin où l'on commémore des héros débarqués avec autre chose que des radeaux et des fusils à bouchon, aucun des grands programmes d'armement pourtant solennellement actés dans le budget 2025 n'a reçu le sceau de la signature de la Direction générale de l'armement (DGA).

Aucun. Zéro signature. Zéro euro. Rien. Nada. La liste pourtant est connue, affichée comme un programme électoral : le lancement de la construction du porte-avions de nouvelle génération (PA-NG), ces commandes vitales de missiles Mistral, Aster, Scalp, Mica, Meteor, Akeron MP, l'achat d'une frégate de défense et d'intervention (FDI), la commande attendue de 30 Rafale pour l'armée de l'air et la marine. Le néant. Un vide sidéral qui en dit long sur la supercherie. Et en plus, nous apprenons que c'est maintenant l'Inde qui va fabriquer le fuselage du Rafale…

Un « visiteur du soir régulier de l'hôtel de Brienne » aurait lâché, sans détour, la sentence définitive : « Il n'y a plus un kopeck ». Challenges, journal rarement enclin au sensationnalisme, a reproduit cette formule glaçante. Un constat que partage, dans un rare moment de lucidité parlementaire, Cédric Perrin, président (LR) de la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat, s'étonnant – enfin ! – que l'on puisse exhorter les industriels à accélérer les cadences sans daigner passer la moindre commande en contrepartie. Le résultat de cette schizophrénie institutionnelle est une sélection impitoyable par l'argent : les grands groupes, Airbus, Thalès, Dassault, survivent tant bien que mal, portés par les ventes à l'export et la relative sécurité de contrats pluriannuels, profitant de surcroît de facilités bancaires historiques. Mais les PME du secteur, elles, ces maillons indispensables de la chaîne de souveraineté, sont étranglées sans remords. Plusieurs d'entre elles n'ont plus la moindre trésorerie, au point de se demander comment payer leurs salariés à la fin du mois. Situation kafkaïenne : certaines ont même déjà réglé leurs propres fournisseurs, anticipant une production… que l'État n'a toujours pas commandée officiellement !

Un matériel qui ne leur sera payé qu'à la Saint Georges ou à la Saint Michel. L'an prochain. Peut-être ? Si les caisses se remplissent. Un véritable scandale industriel.
D'où provient ce blocage généralisé, cette paralysie budgétaire qui frappe l'institution censée protéger la nation ? La réponse est simple, cynique, et porte un nom : Bercy.
Le ministère de l'Économie et des Finances, sous la houlette d'Éric Lombard, serre la vis avec une détermination de fossoyeur. Le gouvernement cherche désespérément 40 milliards d'euros d'économies d'ici 2026, un mantra répété en boucle depuis des mois.
Et la Défense, malgré les grandes envolées lyriques de l'Élysée sur la « guerre » et la « souveraineté », n'échappe manifestement pas au rabot général. Bercy ne lâche pas l'argent. Ajoutez à ce tableau déjà sombre le vote tardif du budget 2025, intervenu seulement le 6 février dernier après la chute du gouvernement Barnier, retardant encore davantage des processus déjà engorgés.
Pire : le Ministère des Armées se voit refuser le remboursement de 1,2 milliard d'euros de surcoûts subis en 2024 (liés à l'Ukraine, l'OTAN, ou les Jeux Olympiques de Paris…), alors même que la loi de programmation militaire (LPM) prévoit expressément une compensation pour ces dépenses imprévues. Conséquence directe et implacable de cette asphyxie : 3,29 milliards d'euros de crédits étaient gelés au 12 mai dernier. Des crédits gelés, ce sont des commandes mortes-nées, des lignes de production à l'arrêt, et des industriels plongés dans un brouillard angoissant, sans aucune visibilité sur leur avenir. Et l'on ne parle même pas ici des primes dues aux soldats, ces « héros du quotidien » dont les comptes attendent toujours des versements de plus en plus tardifs – non, cette fois, ce n'est pas un « logiciel défaillant » qui est en cause, mais bien l'indigence crasse des finances.
Pour éviter le naufrage immédiat, l'état-major budgétaire de Brienne a actionné frénétiquement le levier du « report de charges », un artifice comptable qui confine à l'escroquerie : on commande (en théorie), on est livré (par des fournisseurs trop confiants ou contraints), mais on paiera… plus tard. L'année suivante. Ou celle d'après. Demain, on rase gratis ! Problème : à force de reporter, la dette s'accumule comme la boue dans un fleuve en crue. Le résultat est sans appel : 8 milliards d'euros d'impayés fin 2024, un record historique absolu. Une augmentation de 30 % en un an seulement, et un doublement en l'espace de trois ans. Chaque début d'année, le ministère commence donc son exercice avec un boulet de huit milliards aux pieds, condamné à régler les factures du passé avant même d'envisager de passer les commandes du présent, et encore moins celles du futur. Les marges de manœuvre ? Évanouies. Disparues. Aspirées par ce trou noir financier.
Cette gabegie programmée ne peut qu'engendrer une catastrophe industrielle annoncée. L'inquiétude, désormais, se mue en colère sourde chez les capitaines d'industrie. Éric Trappier, PDG de Dassault Aviation, cité lui aussi par Challenges, pose la question qui tue, celle que tout le secteur se murmure dans les couloirs des salons d'armement : « La question que toute l'industrie de défense se pose, c'est : est-ce que la France a encore les moyens de passer commande ? » Même son de cloche, désespéré, du côté d'Airbus. Guillaume Faury rappelle que les nouvelles commandes de l'État ont chuté de 33 % en 2024 par rapport à 2023. L'Armée de l'air et de l'espace (plus précisément l'ALAT) peut toujours rêver de ses hélicoptères de remplacement ; ils resteront longtemps sur la planche à dessin.
Quelques signaux ténus, il est vrai, laissent entrevoir un frémissement : 650 millions d'euros auraient été débloqués en urgence pour apurer les factures les plus criantes. Une aumône. Une goutte d'eau dans l'océan des 8 milliards d'impayés accumulés rien que pour 2024 ! Et nous voilà en juin. Alors non, rassurons les chauvins, le Ministère des Armées n'est pas encore officiellement en faillite. Mais il vit à crédit, mois après mois, trimestre après trimestre, à l'instar de ses homologues de l'Intérieur, de la Justice ou de l'Éducation Nationale, tous également exsangues.
Il promet sans pouvoir signer, commande sans pouvoir payer, et mobilise une industrie qu'il étrangle au moment même où, apparemment, elle aurait le plus besoin de son soutien. Le paradoxe est cruel, la duperie, manifeste. À ceux qui caressent encore l'illusion de « réarmer la France », de « restaurer sa souveraineté stratégique » ou de « bâtir une défense du XXIe siècle », un conseil élémentaire, primordial, qui relève de la simple probité commerciale : commencez donc par honorer vos factures.
C'est la base, messieurs les stratèges en chambre ! Quant à la grande armée de réservistes promise, elle aussi se heurte au mur des réalités comptables : faute de crédits pour les rémunérer, ces volontaires restent confinés chez eux, mobilisés au compte-gouttes, sauf quand il s'agit de boucher, gratuitement ou presque, les trous laissés par des effectifs d'active en déshérence. La grandeur, décidément, se paie comptant. Ou pas.
Ceci porte un nom : la trahison d'état ! Car seule la politique de Monsieur Macron depuis 2017, précédée des autres, c'est vrai, a mené la France dans cette posture, puisque sa souveraineté et sa défense souveraine doivent être sacrifiées sur l'autel de la Fédération des Etats Unis d'Europe et de son armée européenne fantoche.

Libre pensée par Jean-Marc Séquier

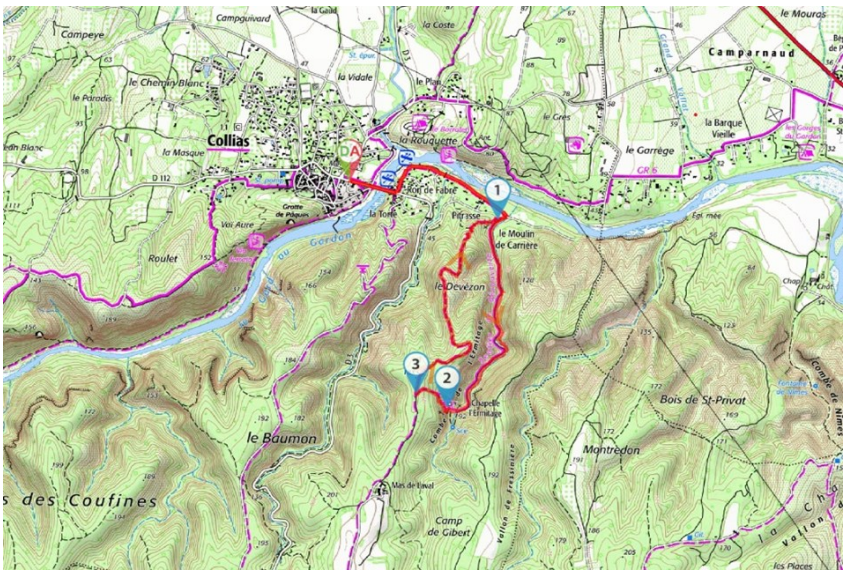
Au fil des programmations militaires, le tissu de nos armées s'est délité.
Nos budgets militaires ont été sacrifiés sur l'hôtel d'une prétendue « Pax Europa » suite à l'effondrement du bloc soviétique : régiments dissous, bases aériennes fermées, diminution des navires de premier rang, etc...
De nos armées, il ne reste que les os, certains de nos militaires le disaient encore récemment.
Nos responsables politiques, et surtout sans une réelle opposition de nos chefs d'états-majors, ont précipité nos armés dans le déclin.
Mais la dure réalité est venue contredire cette politique pacifiste et inconsciente.
Les conflits armés s'intensifient autour de nous et nous mettent devant le fait accompli. Peut-on, à ce jour, entamer une guerre de haute intensité contre des ennemis qui se réarment à tour de bras ?
Prenons un exemple concret sans entrer dans une polémique. L'état d'Israël vient de conduire une opération aérienne de 200 avions de combat (Israël disposerait d'une flotte de combat de 316 avions), dans un seul raid contre l'Iran, pour anéantir le programme nucléaire militaire iranien.
Le chef des armées, Monsieur Macron et les chefs militaires sont-ils capables de nous assurer que notre armée de l'air et de l'espace peut conduire une telle opération de cette envergure avec son potentiel aérien de combat (nous aurions actuellement 180 avions en ligne) ?

Journée de marche et de cohésion à Collias

Afin de renouer avec des sorties que faisait régulièrement la section à l'époque où elle était dirigée par Jean-Michel MAURAT, il a été décidé cette année, de lancer un appel aux volontaires, afin de faire ensemble une petite marche de décrassage à la portée de tous, suivie d'un apéritif puis d'un repas pris en commun, et où les victuailles et boissons apportées seraient partagées entre tous. Le bureau de son côté a fourni pizzas découpées et pissaladière pour l'apéritif.
Vingt-sept membres de notre association ont participé à cette reprise des activités de marche.



En raison de la température caniculaire et de l'âge de certains des participants à la marche (plus de quatre-vingt ans), il a été décidé d'un commun accord de ne pas prendre de risques et de raccourcir la distance.
Dès notre retour, les tables ayant été dressées par les retardataires et les personnes n'ayant pas participé à la marche, après nous être rafraichis, il ne restait plus qu'à passer à l'apéritif plus que généreux, qui nous attendait.
Ce fut l'occasion d'échanger et de faire connaissance, notamment pour les épouses et certains membres fraichement arrivés dans notre association, qui rapidement se sont trouvés à l'aise au milieu de camarades plus anciens.
S'en suivit un excellent repas, lui aussi mis en commun et bien arrosé, où jusqu'à la fin des festivités à 16:00, régna une excellente ambiance.
Une dernière coupe de champagne afin de fêter dignement les soixante-dix huit ans de notre premier vice-président Charles Picolo, et il était l'heure de nous quitter, non sans nous promettre de nous retrouver prochainement.







Bulletin Semestriel d'Information N° 92 - Union Nationale des Parachutistes, Section du Gard, section *Capitaine Giraud*.
Siège : 383, rue des Chasselas - 30 127 Bellegarde
Tél: 06.82.81.57.20 - Email: president.unp30@orange.fr
Réalisation, rédaction et diffusion: J-F. Schaut
Photos: Gérard Ierman et Christophe Rosati, et Adhérents section - Articles: J-F. Schaut - J-M. Séquier
* Les libres propos sont sous la responsabilité de leurs auteurs